



CAHIER SPECIAL DES CHARGES DU 08 JUIN 2026

Marché public de fournitures relatif à
**l'acquisition de plants d'espèces
forestières et agroforestières au
profit des communautés dans les
provinces du Kasai Oriental et de la
Lomami**

Numéro de référence: **COD20004-10173**

Pays : **République démocratique du Congo**

Procédure négociée directe avec publication
préalable

Date limite pour Jusqu'au **dixième jour**
demander des avant la date limite de
clarifications : soumission des offres

Date limite de **02 juillet 2026 à 10h00**
soumission des offres : **(Heure de Kinshasa)**
(CET)

Table des matières

1 Généralités	4
1. Le pouvoir adjudicateur.....	4
2. Règles régissant ce marché public	4
3. Droit applicable et tribunaux compétents	5
2 Objet et portée du marché public	6
1. Nature du marché	6
2. Lots	6
3. Postes.....	7
4. Durée du marché public	7
5. Variantes.....	7
6. Options	7
3 Procédure.....	8
Section (A) - Instructions générales de la procédure	8
1. Mode de passation	8
2. Publication	8
3. Informations complémentaires.....	8
Section (B) - Instructions pour la préparation des offres	9
4. Durée de validité de l'offre	9
5. Données à mentionner dans l'offre	9
6. Devise de l'offre.....	10
7. Détermination des prix.....	10
8. Éléments inclus dans le prix.....	10
Section (C) - Introduction des offres.....	11
9. Introduction des offres	11
10. Signature des offres	11
11. Date limite d'introduction et ouverture des offres.....	12
Section (D) - Sélection, Attribution & Conclusion	12
13. Motifs d'exclusion	12
14. Sélection qualitative	12
15. Modalités d'examen des offres et régularité des offres.....	Erreur ! Signet non défini.
16. Critères d'attribution	14
17. Attribution du marché public.....	14
18. Conclusion du contrat	14
4 Conditions contractuelles particulières	15
Section (A) - General.....	15
1. Utilisation des moyens électroniques (art. 10).....	15
2. Fonctionnaire dirigeant (art. 11)	15
3. Confidentialité (art. 18)	16
4. Protection des données personnelles.....	16

5. Droits intellectuels (art. 19 à 23).....	17
Section (B) - Financial guarantees	17
6. Cautionnement (art. 25 à 33).....	17
Section (C) - Documents du marché	18
7. conformité de l'exécution (art. 34).....	18
Section (D) - Modifications au marché public.....	19
8. Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3, °1).....	19
9. Révision des prix (art. 38/7)	20
10. Indemnités suite aux suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12) 20	
11. Circonstances imprévisibles.....	20
12. Impositions ayant une incidence sur le montant du marché (art. 38/8) Erreur ! Signet non défini.	
13. Conditions d'introduction (art. 38/14 à 38/17)	21
Section (E) - Contrôle et surveillance du marché.....	Erreur ! Signet non défini.
Section (F) - Modalités d'exécution.....	21
14. Commandes partielles (art. 115)	Erreur ! Signet non défini.
15. Délais et clauses (art. 116)	21
16. Lieu d'exécution (art. 118)	21
17. Transfert de propriété (art. 132)	22
Section (G) - Moyens d'action	22
18. Défaut d'exécution (art. 44)	22
19. Amendes pour retard (art. 46 et 123)	23
20. Mesures d'office (art. 47 et 124).....	23
Section (H) - Fin du marché public.....	23
21. Réception des produits fournis (art. 64, 120 et 128-131)	23
22. Délai de garantie (art. 65 et 134).....	Erreur ! Signet non défini.
23. Réception définitive (art. 135).....	24
24. Facturation et paiement (art. 66-72 et 127)	24
5 Termes de référence	25
6 Dossier de sélection.....	34
Capacités techniques et professionnelles.....	34
1. Sous-traitance	Erreur ! Signet non défini.
7 Récapitulatif des documents à remettre.....	35
8 Formulaires	36
1. Fiche d'identification	36
2. Liste des sous-traitants.....	41
3. Formulaire d'offre - Prix - lot 1.....	42
4. Formulaire d'offre - Prix - lot 2	43
5. Formulaire d'offre - Prix - lot 3	44
6. Formulaire d'offre - Prix - lot 4	45

7. Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion50

1 GENERALITES

1. LE POUVOIR ADJUDICATEUR

- 1.1. Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles), dénommée ' Enabel ' suite à l'entrée en vigueur de la loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement de Enabel, Agence belge de Développement.
- 1.2. Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.
- 1.3. Pour ce marché public Enabel, en République démocratique du Congo, est représenté par

Nom	Fonction
Inge JANSSENS	Manager Procurement Legal and Logistics

2. REGLES REGISSANT CE MARCHE PUBLIC

- 2.1. Ce marché public est régi, entre autres, par les dispositions suivantes :
 - (a) La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
 - (b) L'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
 - (c) L'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
 - (d) La loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
 - (e) Les Circulaires du Premier ministre en matière de marchés publics ;
 - (f) La Politique d'Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
 - (g) La Politique d'Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019.

Toutes les réglementations belges relatives aux marchés publics peuvent être consultées sur le site <https://bosa.belgium.be/fr/themes/marches-publics> ;

Le code de conduite d'Enabel et les politiques mentionnées ci-dessus peuvent être consultés sur le site web d'Enabel à l'adresse <https://www.enabel.be/who-we-are/integrity/>.

- 2.2. Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur <https://bosa.belgium.be/fr/themes/marches-publics> ;

Le code éthique et les politiques d'Enabel mentionnées ci-dessus sur le site web d'Enabel via <https://www.enabel.be/fr/qui-sommes-nous/integrite/>.

3. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

- 3.1. Ce marché public doit être exécuté et interprété conformément au droit belge. En cas de conflit concernant l'interprétation, l'application ou l'exécution de ce cahier spécial des charges, les parties tenteront d'abord toutes les possibilités de conciliation. Sauf en cas d'urgence, les parties éviteront tout recours judiciaire sans notification préalable.
- 3.2. En cas de litige, la correspondance doit (également) être envoyée à l'adresse suivante :
Enabel S.A.
Global Procurement Services
A l'attention de Mme. Laura Jacobs
Rue Haute 147
1000 Bruxelles
Belgique
- 3.3. Tout litige concernant ce marché public relève de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles. Le français ou le néerlandais sont les langues de procédure.

2 OBJET ET PORTEE DU MARCHE PUBLIC

1. NATURE DU MARCHE

- 1.1. Ce marché public est un marché de fourniture relatif à l'acquisition de plants d'espèces forestières et agroforestières au profit des communautés dans les provinces du Kasai Oriental et de la Lomami, conformément aux conditions du présent CSC.

2. LOTS

- 2.1. Ce marché public comprend **8 (Huit)** lots, chacun desquels est indivisible.
- 2.2. Le soumissionnaire peut soumettre une offre pour **tous les lots**.
- 2.3. Une offre pour une partie d'un lot est irrecevable.
- 2.4. Les lots sont :

Lot N°	Titre du lot	Description du lot et villages concernés
1	Fourniture et livraison de plants d'Acacia auriculiformis dans les villages du territoire de Tshilenge, Province du Kasai Oriental	Fournir les plans au niveau des villages de Bena Ndaya, Tshinanu, Ntumba Mukunza, Katenta et Kayemba Tshimanga
2	Fourniture et livraison de de plants d'Acacia auriculiformis dans les villages du territoire de Ngandajika, Province de la Lomami	Fournir les plants au niveau des villages de Bena Tshishiya, Bena Muadi et Bena Kazadi
3	Fourniture et livraison de de plants de Gmelina arborea dans les villages du territoire de Tshilenge, Province du Kasai Oriental	Fournir les plans au niveau des villages de Bena Ndaya, Tshinanu, Ntumba Mukunza, Katenta et Kayemba Tshimanga
4	Fourniture et livraison de de plants de Gmelina arborea dans les villages du territoire de Ngandajika, Province de la Lomami	Fournir les plants au niveau des villages de Bena Tshishiya, Bena Muadi et Bena Kazadi
5	Fourniture et livraison de de plants de Tectona grandis dans les villages du territoire de Tshilenge, Province du Kasai Oriental	Fournir les plans au niveau des villages de Bena Ndaya, Tshinanu, Ntumba Mukunza, Katenta et Kayemba Tshimanga
6	Fourniture et livraison de de plants de Tectona grandis dans les villages du territoire de Ngandajika, Province de la Lomami	Fournir les plants au niveau des villages de Bena Tshishiya, Bena Muadi et Bena Kazadi
7	Fourniture et livraison de de plants d'Acacia mangium dans les villages du territoire de Tshilenge, Province du Kasai Oriental	Fournir les plans au niveau des villages de Bena Ndaya, Tshinanu, Ntumba Mukunza, Katenta et Kayemba Tshimanga

Lot N°	Titre du lot	Description du lot et villages concernés
8	Fourniture et livraison de de plants d'Acacia mangium dans les villages du territoire de Ngandajika, Province de la Lomami	Fournir les plants au niveau des villages de Bena Tshishiya, Bena Muadi et Bena Kazadi

- 2.5. Le soumissionnaire **PEUT offrir** des remises ou de meilleures conditions dans son offre si ces lots lui sont attribués.

3. POSTES

- 3.1. Chaque lot de ce marché public consiste en les articles énumérés à la clause 3 du chapitre 8 Formulaires - Formulaire d'offre - Prix.
- 3.2. Ces articles sont regroupés pour former un seul lot. Les offres partielles pour des articles individuels ne sont pas autorisées ; le soumissionnaire doit soumettre une offre pour tous les articles du lot.

4. DUREE DU MARCHE PUBLIC

- 4.1. Ce marché public prend cours **lors de la notification de l'attribution** et est conclu pour une durée de **10 (dix) mois**.
- 4.2. Ce marché public **NE PEUT PAS** être reconduit.

5. VARIANTES

- 5.1. Les variantes **NE SONT PAS** permises. Chaque soumissionnaire peut soumettre une seule offre par lot, et aucune variante ne sera acceptée.

6. OPTIONS

- 6.1. Le soumissionnaire **NE PEUT PAS** introduire d'options. Les options libres sont interdites. Toute option proposée sera rejetée.

7. QUANTITES

- 7.1. Le prix à payer sera obtenu en appliquant les prix unitaires aux quantités réellement exécutées.
- 7.2. Les quantités présumées (voir la clause 3) sont fournies par lot à titre informatif. Le pouvoir adjudicateur ne prend donc aucun engagement quant aux quantités qui seront réellement commandées dans le cadre de ce marché public

3 PROCEDURE

SECTION (A) - INSTRUCTIONS GENERALES DE LA PROCEDURE

1. MODE DE PASSATION

Le présent marché public est attribué par le biais d'une procédure négociée avec publication préalable, conformément à l'article 41, § 1, °1 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

2. PUBLICATION

Le présent marché fait l'objet d'une publication

- 2.1. Les plateformes officielles suivantes:
 - (a) Le Bulletin des Adjudications Belges (<https://www.publicprocurement.be/bda>)
- 2.2. La plateforme suivante :
 - (a) Site web d'Enabel (www.enabel.be).

3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

3.1. Gestionnaire du marché public

Cellule de marchés publics RDC

procurement.cod@enabel.be

Tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les (potentiels) soumissionnaires concernant ce marché public doivent passer exclusivement par ce contact. Toute autre forme de contact avec le pouvoir adjudicateur à propos de ce marché public est interdite, sauf disposition contraire prévue dans ce cahier spécial des charges.

3.2. Demande de clarifications

Les (potentiels) soumissionnaires ont jusqu'au **dixième jour** (inclus) avant la date limite pour l'introduction des offres pour poser des questions concernant ce cahier spécial des charges et le marché. Toutes les questions doivent être adressées par écrit au gestionnaire mentionné à la clause 3.1 (Procurement@enabel.be, en copiant frank.ntentula@enabel.be, et djibril.dayamba@enabel.be), et seront traitées dans l'ordre dans lequel elles ont été reçues.

Aucune information ne sera communiquée sur l'évolution de la procédure avant la notification de la décision d'attribution.

3.3. Publication des clarifications et/ou modifications du cahier spécial des charges

Un aperçu complet des questions et réponses, ainsi que des éventuelles modifications à ce cahier spécial des charges, sera disponible au septième jour avant la date limite pour l'introduction des offres, au plus tard.

Ces mises à jour seront publiées sur les mêmes plateformes que celles mentionnées à la clause 2.

Le soumissionnaire doit soumettre son offre après avoir lu et pris en compte toutes les corrections apportées au cahier spécial des charges qui sont publiées ou qui lui sont envoyées par courrier électronique. Pour ce faire, lorsque le soumissionnaire a téléchargé le cahier spécial des charges, il est fortement recommandé qu'il communique ses coordonnées au gestionnaire du

marché public mentionné à la clause 3.1 et demande des informations sur toute modification ou information complémentaire.

SECTION (B) - INSTRUCTIONS POUR LA PREPARATION DES OFFRES

4. DUREE DE VALIDITE DE L'OFFRE

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de **90 (quatre-vingt-dix) jours calendrier**, à compter de la date limite de réception des offres.

5. DONNEES A MENTIONNER DANS L'OFFRE

- 5.1. L'attention des soumissionnaires est attirée sur les principes généraux édictés au titre 1 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et qui sont applicables à la présente procédure de passation.
- 5.2. L'offre et toutes les annexes à l'offre doivent être rédigés en :
 - (a) French
- 5.3. Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l'une ou l'autre annexe à son offre.
- 5.4. Le soumissionnaire doit indiquer clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.
- 5.5. Le soumissionnaire est tenu d'utiliser les formulaires joints en annexe :
 - (a) Fiche d'identification (voir la clause 1) ;
 - (b) Liste des sous-traitants (voir la clause 2) ;
 - (c) Formulaire d'offre - Prix (voir la clause 3)
 - (d) Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion (voir la clause 11).

A défaut d'utiliser ces formulaires, le soumissionnaire supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et les formulaires.

- 5.6. Le soumissionnaire joint également à son offre :
 - (a) Tous les documents demandés dans le cadre de la sélection qualitative (voir la clause 3 et 6 Dossier de sélection) et des critères d'attribution (voir la clause 15) ;
 - (b) Le détail des prix proposés, en indiquant pour chaque poste les différents éléments inclus dans le prix et les taxes applicables ;
 - (c) Les statuts ainsi que tout autre document utile prouvant le mandat du (des) signataire(s).
- 5.7. Lorsque l'offre est déposée par un groupement d'opérateurs économiques, l'offre doit contenir une copie des documents suivants pour chaque participant au groupement :
 - (a) Fiche d'identification (voir la clause 1) ;
 - (b) Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion (voir la clause 11) ;
 - (c) Les statuts ainsi que tout autre document utile prouvant le mandat du (des) signataire(s) ;
 - (d) L'accord d'association signé par chaque participant, indiquant clairement le ou la représentant-e de l'association.

- 5.8. Les participants à un groupement d'opérateurs économiques doivent désigner celui d'entre eux qui représentera le groupement à l'égard du pouvoir adjudicateur.
- 5.9. Conformément à l'article 73 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autre entités(notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnels(voir la clause 13 et 6 Dossier de sélection), il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités et à cet effet.

6. DEVISE DE L'OFFRE

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en **euro**.

7. DETERMINATION DES PRIX

- 7.1. Le présent marché est un marché à bordereau de prix, ce qui signifie que seul le prix unitaire est forfaitaire. Le prix à payer sera obtenu en appliquant les prix unitaires mentionné dans l'inventaire aux quantités réellement exécutées.
- 7.2. En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

8. ÉLÉMENTS INCLUS DANS LE PRIX

- 8.1. Le soumissionnaire est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques inhérents à l'exécution du marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée. Le taux de TVA est indiqué séparément, si applicable.

Sont notamment inclus dans les prix :

- (a) Les emballages, sauf si ceux-ci restent la propriété du soumissionnaire, les frais de chargement, de transbordement et de déchargement intermédiaire, de transport, d'assurance et de dédouanement ;
 - (b) Le déchargement, le déballage et la mise en place au lieu de livraison, à condition que les documents du marché mentionnent le lieu exact de livraison et les moyens d'accès ;
 - (c) La documentation relative à la fourniture et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur ;
 - (d) Le montage et la mise en service ;
 - (e) Le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;
 - (f) Les droits de douane et d'assise ;
 - (g) Les frais de réception.
- 8.2. Tous les prix sont basés sur **Incoterms® 2020 : DDP**.

SECTION (C) - INTRODUCTION DES OFFRES

9. INTRODUCTION DES OFFRES

- 9.1. Sans préjudice des variantes éventuelles, le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre par lot.
- 9.2. *Considérant l'article 14, § 2, °1 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, il ne serait pas approprié d'imposer l'obligation d'utiliser les moyens de communication électroniques visés à l'article 14, § 7, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.*

De par sa nature même, ce marché public est tel que les opérateurs économiques nationaux ou régionaux ne bénéficient pas d'un accès égal aux exigences liées à l'utilisation de la plateforme fédérale belge " e-Procurement ". Les caractéristiques techniques peuvent donc être discriminatoires et restreindre l'accès des opérateurs économiques à la procédure de passation de marché, notamment en ce qui concerne la vitesse et la qualité de la connexion internet, ainsi que la qualité du réseau de transport d'électricité.

De plus, les modalités spécifiques proposées par cette plateforme en matière de signature électronique ne sont pas encore compatibles avec les technologies de l'information et de la communication couramment utilisées.

- 9.3 Le soumissionnaire introduit son offre de la manière suivante :

- **Un exemplaire original de l'offre complète sera introduit en format PDF en un seul fichier annexé au mail, à l'adresse électronique, procurement.cod@enabel.be, au plus tard le 02/07/2026 à 10h00 (Heures de Kinshasa)**
- **L'objet du mail devra reprendre le numéro et l'intitulé du marché : COD20004-10173 Acquisition de plants d'espèces forestières et agroforestières au profit des communautés dans les provinces du Kasai Oriental et de la Lomami.**

Toute demande de participation ou offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt. Les demandes de participation ou les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées. (Article 83 de l'AR Passation).

10. SIGNATURE DES OFFRES

- 10.1. **L'offre et tous les documents qui l'accompagnent doivent être numérotés et signés (signature manuscrite originale) par le soumissionnaire ou son représentant.** Il en va de même pour toute modification, suppression ou annotation apportée à ce document. Le représentant doit clairement indiquer qu'il est habilité à engager le soumissionnaire.
- 10.2. Les signatures sont émises par la ou les personne(s) compétente(s) ou mandatée(s) à engager le soumissionnaire. Cette disposition s'applique à chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement d'opérateurs économiques (consortium). Ces participants sont solidairement responsables.
- 10.3. Lorsque le rapport de dépôt est signé par un mandataire, celui-ci mentionne clairement son (ses) mandant(s). Le mandataire joint l'acte électronique authentique ou sous seing privé qui lui accorde ses pouvoirs ou une copie scannée de la procuration.

11. DATE LIMITE D'INTRODUCTION ET OUVERTURE DES OFFRES

- 11.1. Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur avant le ... **02 juillet 2026 à 10h00 (Heure de Kinshasa)**.
- 11.2. La séance d'ouverture des offres aura lieu à huis

Section (D) - Sélection, Attribution & Conclusion

12. MOTIFS D'EXCLUSION

- 12.1. Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés dans la déclaration sur l'honneur jointe à ce cahier spécial des charges (voir la clause 6 du chapitre 8 Formulaires).
- 12.2. Par l'introduction de la déclaration en annexe de ce cahier spécial des charges lors du dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion figurant aux articles 67 à 70 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, ni aux articles 61 à 64 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.
- 12.3. Les motifs d'exclusion sont applicables à tous les participants qui, en tant que groupement d'opérateurs économiques, déposent ensemble une offre, et aux tiers (notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) à la capacité desquels il est fait appel en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles (voir la clause 13 et 6 Dossier de sélection), conformément à l'article 73, § 1 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.
- 12.4. Le pouvoir adjudicateur vérifiera l'exactitude de cette déclaration sur l'honneur dans le chef du soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée. À cette fin, il demandera au soumissionnaire concerné par les moyens les plus rapides et endéans le délai qu'il détermine de fournir les renseignements ou documents permettant de vérifier sa situation personnelle.
- 12.5. Le soumissionnaire peut joindre ces documents directement à son offre. Si le soumissionnaire ne transmet pas le ou les documents demandés dans le délai fixé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exclure le soumissionnaire.
- 12.6. Il est vivement conseillé aux soumissionnaires de ne pas attendre la demande du pouvoir adjudicateur et de demander le plus rapidement possible auprès des autorités compétentes du pays dans lequel ils sont établis, les documents qu'ils n'auraient pas joints à leur offre. En effet, les délais pour l'obtention de certains documents peuvent être longs.
- 12.7. Le pouvoir adjudicateur demandera lui-même les renseignements ou documents qu'il peut obtenir gratuitement par des moyens électroniques auprès des services qui en sont les gestionnaires. C'est le cas pour les soumissionnaires belges (via la plateforme Telemarc), sauf pour l'extrait de casier judiciaire qui doit être demandé par le soumissionnaire lui-même.
- 12.8. **Conflits d'intérêts – Tourniquet (Article 51 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques)** Sans préjudice des articles 6 et 69, alinéa 1er, 5^o, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, un conflit d'intérêts inclut également toute situation de “ tourniquet ”. Cela se produit lorsqu'une personne physique ayant précédemment travaillé pour un pouvoir adjudicateur – que ce soit comme collaborateur interne, dans un lien hiérarchique, en tant que fonctionnaire, officier public ou sous toute autre capacité liée au pouvoir adjudicateur – intervient ultérieurement dans le cadre d'un marché public attribué par ce même pouvoir adjudicateur. Un conflit d'intérêts survient lorsqu'il existe un lien entre les activités précédemment effectuées par la personne pour le pouvoir adjudicateur et les activités réalisées dans le cadre du marché attribué.

13. SELECTION QUALITATIVE

- 13.1. Au moyen des documents demandés dans le 'Dossier de sélection' (6 Dossier de sélection), le soumissionnaire est tenu de démontrer qu'il est suffisamment capable de mener à bien le présent marché public.
- 13.2. Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris à la clause 15, dans la mesure où ces offres sont régulières.
- 13.3. Pour remplir les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelle, le soumissionnaire peut avoir recours à la capacité de :
 - (a) Tous les participants qui, en tant que groupement d'opérateurs économiques, déposent ensemble une offre ;
 - (b) des autres entités (notamment des sous-traitant.es) ou des filiales indépendantes) quelle que soit la nature juridique du lien qui l'unit à ces entités, conformément à l'article 73 § 1 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.
- 13.4. Pour tous ces participants ou entités, le pouvoir adjudicateur doit vérifier l'absence de motifs d'exclusion.
- 13.5. Conformément à l'article 73 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités (notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles, il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet.

14. APERCU DE LA PROCEDURE

- 14.1. Dans une première phase, les offres introduites seront examinées sur le plan de la régularité formelle et matérielle.

Les offres substantiellement irrégulières sont exclues.
- 14.2. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire régulariser les irrégularités dans les offres des soumissionnaires.
- 14.3. Dans une seconde phase, les offres régulières formellement et matériellement seront examinées sur le plan du fond par une commission d'évaluation. Le pouvoir adjudicateur limitera le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution précisés dans ce cahier spécial des charges (la clause 15). Cet examen sera réalisé sur la base des critères d'attributions et a pour but de composer une shortlist de soumissionnaires avec lesquels des négociations seront menées.
- 14.4. Ensuite vient la phase de négociations. Le pouvoir adjudicateur peut négocier avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures que ceux-ci ont présentées, à l'exception des offres finales, en vue d'améliorer leur contenu. Les critères d'attribution et les exigences minimales ne font pas l'objet de négociations. Cependant, le pouvoir adjudicateur peut également décider de ne pas négocier. Dans ce cas, l'offre initiale vaut comme offre définitive.
- 14.5. Lorsque le pouvoir adjudicateur entend conclure les négociations, il en informe les soumissionnaires restant en lice et fixera une date limite commune pour la présentation d'éventuelles BAFO (*Best and Final Offer*). Après la clôture des négociations, les BAFO seront évaluées quant à leur régularité et comparées sur la base des critères d'attribution. Le soumissionnaire dont la BAFO présente le meilleur rapport qualité/prix (donc celui qui obtient le meilleur score sur la base des critères d'attribution mentionnés dans la clause 15) sera désigné comme adjudicataire pour ce marché public, après vérification de l'absence de motifs 'exclusion et du respect des critères de sélection qualitative.

15. CRITERES D'ATTRIBUTION

- 15.1. Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre régulière qu'il juge économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères suivants :

Critère d'attribution	Pondération du critère (%)	Évaluation ou formule du critère
Attribution sur la base du prix	100	[(Offre financière la plus basse) / Offre financière de X] x 40

- 15.2. Les cotations pour les critères d'attribution seront additionnées. Le présent marché sera attribué au soumissionnaire qui obtient la cotation finale la plus élevée, après que le pouvoir adjudicateur aura vérifié, à l'égard de ce soumissionnaires, l'exactitude de la déclaration sur l'honneur et à condition que le contrôle ait démontré que la déclaration sur l'honneur correspond à la réalité.

16. ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

- 16.1. Chaque lot de ce marché public sera attribué au soumissionnaire ayant soumis l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot concerné.
- 16.2. Conformément à l'article 85 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'attribuer le marché. Le pouvoir adjudicateur peut choisir soit de ne pas attribuer le marché public, soit de recommencer la procédure, si nécessaire, via une autre procédure de passation.
- 16.3. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de n'attribuer que certains lots et de décider que les autres lots feront l'objet d'un ou de plusieurs nouveaux marchés, au besoin suivant une autre procédure de passation en application de l'article 58, § 1, troisième alinéa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

17. CONCLUSION DU CONTRAT

- 17.1. Conformément à l'article 88 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre.
- 17.2. La notification est effectuée par les plateformes électroniques ou par courrier électronique, et, le même jour, par envoi recommandé.
- 17.3. Le contrat intégral consiste dès lors en les documents suivants :
- (a) Le présent cahier spécial des charges et ses annexes ;
 - (b) La BAFO approuvée et toutes ses annexes;
 - (c) La lettre recommandée portant notification de la décision d'attribution ;
 - (d) Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.
- 17.4. Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.

4 CONDITIONS CONTRACTUELLES PARTICULIERES

1. Le présent chapitre de ce cahier spécial des charges contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux « Règles générales d'exécution des marchés publics » de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 (arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics), ci-après « RGE » ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des « RGE ». En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des « RGE » sont intégralement d'application.
2. Dans ce cahier spécial des charges, il est dérogé aux articles suivants des « RGE » :

Article	Motivation/Explication
Article 26	Le cautionnement peut être constitué par l'intermédiaire d'un établissement ayant son siège social dans l'un des pays de destination des fournitures. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou de refuser la constitution de ce cautionnement par l'intermédiaire de cet établissement. Le soumissionnaire indique le nom et l'adresse de cet établissement dans son offre. Cette dérogation vise à offrir aux soumissionnaires locaux potentiels la possibilité de présenter une offre. Cette mesure est rendue indispensable par les exigences spécifiques de ce marché public.
art.25 à 33	La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire une offre. Cette mesure est rendue indispensable par les exigences particulières du marché

SECTION (A) - GENERAL

1. UTILISATION DES MOYENS ELECTRONIQUES (ART. 10)

L'utilisation des moyens électroniques pour les échanges durant l'exécution du marché est permise sauf indication contraire dans ce cahier spécial des charges.

Dans ces cas, les notifications du pouvoir adjudicateur seront envoyées à l'adresse ou au siège social mentionné dans l'offre.

2. FONCTIONNAIRE DIRIGEANT (ART. 11)

- 2.1 Le fonctionnaire dirigeant pour ce marché public est **Sidabda Djibril DAYAMBA, Project Manager dans le domaine de la foresterie**, courriel : djibril.dayamba@enabel.be. Le fonctionnaire dirigeant est responsable du suivi de l'exécution du marché.
- 2.2 Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal de l'adjudicataire. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce cahier spécial des charges.
- 2.3 Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des fournitures, des états d'avancements et des décomptes. Il peut ordonner toutes les modifications au marché qui se rapportent à son objet et qui restent dans ses limites.

- 2.4 Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé à la clause 1.
- 2.5 Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans ce cahier spécial des charges et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

3. CONFIDENTIALITE (ART. 18)

- 3.1 Les adjudicataires qui, au cours de l'exécution du marché, reçoivent des informations, des documents ou des données de quelque nature que ce soit classés comme confidentiels et se rapportant, en particulier, à l'objet du marché, aux ressources nécessaires à son exécution et au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, prennent les mesures nécessaires pour empêcher que ces informations, documents ou données ne soient divulgués à des tiers qui n'ont pas le droit d'en prendre connaissance.
- 3.2 Les adjudicataires qui, dans le cadre de l'exécution du marché, ont connaissance d'un dessin ou d'un modèle, d'un savoir-faire, d'une méthode ou d'une invention appartenant au pouvoir adjudicateur ou appartenant conjointement au pouvoir adjudicateur et à l'adjudicataire, s'abstiennent de toute communication à des tiers concernant ce dessin ou ce modèle, ce savoir-faire, cette méthode ou cette invention, à moins que ces éléments ne fassent l'objet du marché.

4 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

4.1 Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à traiter les données à caractère personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, le pouvoir adjudicateur agira conformément à cette législation.

4.2 Traitement des données personnelles par l'adjudicataire

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Compte tenu du marché il est à considérer que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire seront chacun et ce, individuellement, responsables du traitement.

5 DROITS INTELLECTUELS (ART. 19 A 23)

- 5.1 Le pouvoir adjudicateur **acquiert** les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.
- 5.2 Sans préjudice de la clause 5.1 et sauf disposition contraire dans les documents du marché, lorsque l'objet de celui-ci consiste en la création, la fabrication ou le développement de dessins et modèles, de signes distinctifs, le pouvoir adjudicateur en acquiert la propriété intellectuelle, ainsi que le droit de les déposer, de les faire enregistrer et de les faire protéger.
- 5.3 En ce qui concerne les noms de domaine créés à l'occasion d'un marché, le pouvoir adjudicateur acquiert également le droit de les enregistrer et de les protéger, sauf disposition contraire dans les documents du marché.

SECTION (B) - FINANCIAL GUARANTEES

6 CAUTIONNEMENT (ART. 25 A 33)

6.1 Champ d'application et montant (Art. 25)

Le cautionnement est une exigence pour ce marché public et est fixé à **5 %** de la valeur totale de chaque lot, hors TVA. Le montant ainsi obtenu est arrondi à la dizaine d'euro supérieure.

6.2 Nature du cautionnement (Art. 26)

Le cautionnement peut être constitué conformément aux dispositions légales et réglementaires, soit en numéraire, ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif. Le cautionnement peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant au prescrit de la législation relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou par une entreprise d'assurances satisfaisant au prescrit de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances et agréée pour la branche 15 (caution).

Par dérogation à l'article 26 des « RGE », le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège social se situe dans un des pays de destination des fournitures. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. Le soumissionnaire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre.

La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre. Cette mesure est rendue indispensable par les exigences particulières du marché.

6.3 Délai de constitution du cautionnement (Art. 27)

L'adjudicataire doit, dans les trente jours calendrier suivant le jour de la conclusion du marché, justifier la constitution du cautionnement.

Le délai de trente jours calendrier visé ci-avant est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise de l'adjudicataire pour les jours de vacances annuelles payées et les jours de repos compensatoires prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail obligatoire.

6.4 Constitution du cautionnement (Art. 27)

Le cautionnement est constitué par l'adjudicataire de l'une des façons suivantes :

- (a) lorsqu'il s'agit de numéraire, par le virement du montant au numéro de compte de la Caisse des Dépôts et Consignations ([procédure de dépôt d'un cautionnement dans e-DEPO](#)), ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- (b) lorsqu'il s'agit de fonds publics, par le dépôt de ceux-ci entre les mains du caissier de l'Etat au siège de la Banque nationale à Bruxelles ou dans l'une de ses agences en province, pour

compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;

- (c) lorsqu'il s'agit d'un cautionnement collectif, par le dépôt par un organisme exerçant légalement cette activité, d'un acte de caution solidaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- (d) lorsqu'il s'agit d'une garantie, par l'acte d'engagement de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurances.

6.5 Justification de constitution du cautionnement (Art. 27)

La justification de la constitution du cautionnement se donne, selon le cas, par la production au pouvoir adjudicateur :

- (a) soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- (b) soit d'un avis de débit remis par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances ;
- (c) soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l'Etat ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- (d) soit de l'original de l'acte de caution solidaire visé par la Caisse des Dépôts et Consignations ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- (e) soit de l'original de l'acte d'engagement établi par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances accordant une garantie.

Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, le prénom et l'adresse complète de l'adjudicataire et éventuellement, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte, avec la mention "bailleur de fonds" ou "mandataire", suivant le cas.

La preuve de la constitution du cautionnement doit être envoyée à l'adresse qui sera mentionnée dans la notification de la conclusion du marché.

6.6 Libération du cautionnement

Si le pouvoir adjudicateur accepte la réception, le cautionnement est libéré, même si l'adjudicataire n'a fait aucune demande en ce sens.

Le cautionnement est libérable en une fois après la réception provisoire de l'ensemble du marché.

SECTION (C) - DOCUMENTS DU MARCHÉ

7 CONFORMITE DE L'EXECUTION (ART. 34)

Les fournitures doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

SECTION (D) - MODIFICATIONS AU MARCHE PUBLIC

8 REMPLACEMENT DE L'ADJUDICATAIRE (ART. 38/3, °1)

8.1 Champ d'application

La clause peut être appliquée dans le cas où l'adjudicataire du marché serait dans l'impossibilité de continuer l'exécution du marché pour cause de résiliation (art. 61, 62 ou 62/1, °2 des « RGE ») ou de mise en œuvre d'une mesure d'office (art. 47 des « RGE »).

8.2 Nature de la modification

Par dérogation de l'article 47, § 2, °3 des « RGE », le pouvoir adjudicateur peut, dans tous les cas précités, attribuer immédiatement un nouveau marché pour compte au(x) sous-traitant(s) de l'adjudicataire déjà engagé(s) dans l'exécution du marché ou au soumissionnaire classé en deuxième position, pour tout ou partie du marché restant à exécuter, et ce sans entamer une nouvelle procédure de passation. Cet accord prendra la forme d'un avenant au contrat initial, à conclure entre le pouvoir adjudicateur et le nouvel adjudicataire.

8.3 Conditions dans lesquelles il peut être fait usage de la clause de réexamen

Pour autant qu'il(s) remplisse(nt) les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document, et s'il(s) peut(peuvent) satisfaire aux conditions initiales du marché, le pouvoir adjudicateur peut conclure un marché pour compte avec le(s) sous-traitant(s) de l'adjudicataire déjà engagé(s) dans l'exécution du marché. A cette fin, le pouvoir adjudicateur contacte le(s) sous-traitant(s) ou son(leurs) représentant(s), en lui (leur) demandant s'il(s) peut(peuvent) satisfaire aux conditions initiales du marché. Si le(s) sous-traitant(s) ne peut(peuvent) pas satisfaire aux conditions initiales, un marché pour compte peut être conclu à des conditions modifiées. Avant de conclure un tel marché modifié, le pouvoir adjudicateur vérifie si les nouvelles conditions sont toujours plus avantageuses que celles du soumissionnaire classé deuxième lors de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale. Si tel n'est pas le cas, le pouvoir adjudicateur procède à la conclusion d'un marché pour compte tel que visé au deuxième alinéa ci-dessous.

Si le pouvoir adjudicateur ne peut ou ne souhaite pas faire usage de la possibilité mentionnée à l'alinéa précédent, un marché pour compte peut être conclu avec le soumissionnaire qui a été classé deuxième lors de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale, pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document. A cette fin, le pouvoir adjudicateur contacte le soumissionnaire classé deuxième ou son représentant pour lui demander s'il consent au maintien de son offre. Si ledit soumissionnaire y consent sans réserve, le pouvoir adjudicateur procède à l'attribution et à la conclusion du marché. Lorsque le soumissionnaire concerné ne consent pas au maintien des conditions de son offre initiale ou que l'offre modifiée ne demeure pas économiquement la plus avantageuse sur la base de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale (après exclusion de l'adjudicataire initial), le pouvoir adjudicateur :

- (a) soit s'adresse successivement, suivant l'ordre de classement, aux autres soumissionnaires réguliers. Dans ce cas également, le pouvoir adjudicateur contacte le soumissionnaire concerné ou son représentant pour lui demander s'il consent au maintien de son offre. Si ce soumissionnaire y consent sans réserve, le pouvoir adjudicateur procède à l'attribution et à la conclusion du marché.
- (b) soit demande simultanément à tous les autres soumissionnaires réguliers de revoir leur offre sur la base des conditions initiales du marché, et attribue et conclut le marché en fonction de l'offre devenue économiquement la plus avantageuse.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur s'assure que la vérification de l'absence de motifs d'exclusion et du respect des critères de sélection s'effectue d'une manière impartiale et transparente, soit dans le cadre de la procédure d'attribution initiale, soit lors de la conclusion du marché pour compte, afin qu'aucun marché ne soit attribué à un soumissionnaire (ou à un sous-traitant) qui aurait dû être exclu ou qui ne remplit pas les critères de sélection. Les exigences minimales de la sélection qualitative peuvent, le cas échéant, être adaptées au

prorata de la partie restante du marché, si le marché pour compte n'est conclu que pour une partie du marché restant à exécuter.

Le marché pour compte sera conclu au moyen d'un avenant au contrat initial, qui sera signé par le pouvoir adjudicateur et le nouvel adjudicataire. Si le marché a déjà été partiellement exécuté, cet avenant indiquera avec précision toutes les parties du marché qui doivent encore être exécutées. L'avenant indique également toutes les conditions modifiées par rapport à l'offre initiale de l'adjudicataire initial et par rapport à l'offre initiale du nouvel adjudicataire. Si nécessaire, l'avenant indique la méthode d'application des conditions initiales au reste du marché. Toutes les autres conditions énoncées dans les documents du marché (le cahier spécial des charges et l'offre initiale de l'adjudicataire initial ou du nouvel adjudicataire) restent applicables sans modification.

Si un marché pour compte est conclu, une copie de l'avenant relatif au marché à conclure est, par dérogation à l'article 47, § 3, troisième alinéa, des « RGE », envoyée à l'adjudicataire initial par courrier électronique.

Si, à la suite de l'application d'une mesure d'office (article 47 des « RGE »), le prix du nouveau marché conclu pour compte dépasse le prix du marché initial, l'adjudicataire initial supporte les coûts supplémentaires.

9 REVISION DES PRIX (ART. 38/7)

Les révisions de prix ne sont pas autorisées dans le cadre de ce marché public.

10 INDEMNITES SUITE AUX SUSPENSIONS ORDONNEES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR DURANT L'EXECUTION (ART. 38/12)

- 10.1 Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment parce qu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.
- 10.2 Le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amendes pour retard d'exécution peut être consentie.
- 10.3 Lorsque les prestations sont suspendues sur la base de cette clause 10.3, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et les matériaux des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.
- 10.4 L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur lorsque :
 - (a) la suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier ;
 - (b) la suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ou à d'autres circonstances auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger et qui, à la discrétion du pouvoir adjudicateur, constituent un obstacle à continuer l'exécution du marché à ce moment ;
 - (c) la suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

11 CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

- 11.1 L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

- 11.2 Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

12 IMPOSITIONS AYANT UNE INCIDENCE SUR LE MONTANT DU MARCHÉ(ART.38/8

- 12.1 Pour le présent marché, une révision des prix résultant d'une modification des impositions est possible si le cas se présente en Belgique ou dans le pays d'exécution concerné par ce marché public, et ayant une incidence sur le montant du marché.
- 12.2 Une telle révision des prix n'est possible qu'à la double condition suivante :
- (a) La modification est entrée en vigueur après le dixième jour précédant la date ultime fixée pour la réception des offre ; et
 - (b) Soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un indice, ces impositions ne sont pas incorporées dans la formule de révision prévue dans les documents du marché en application de l'article 38/7 des « RGE »
- 12.3 En cas de hausse des impositions, l'adjudicataire doit établir qu'il a effectivement supporté les charges supplémentaires qu'il a réclamées et que celles-ci concernent des prestations inhérentes à l'exécution du marché.

En cas de baisse, il n'y a pas de révision si l'adjudicataire prouve qu'il a payé les impositions à l'ancien taux.

13 CONDITIONS D'INTRODUCTION (ART. 38/14 A 38/17)

- 13.1 Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicataire qui veut se baser sur une des clauses de réexamen telles que visées aux articles 38/9 à 38/12 des « RGE », doit dénoncer les faits ou les circonstances sur lesquels il se base, par écrit dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance.
- 13.2 L'adjudicataire ne peut invoquer l'application de l'une de ces clauses de réexamen, que s'il fait connaître de manière succincte au pouvoir adjudicateur l'influence de ces faits ou circonstances sur le déroulement et le coût du marché, dans le délai mentionné à la clause 13.1, que les faits ou circonstances soient ou non connus du pouvoir adjudicateur.

SECTION (E) - MODALITES D'EXECUTION

14 DELAIS ET CLAUSES (ART. 116)

- 14.1 Les fournitures doivent être exécutées dans le délai de 90 jours à compter du **jour qui suit celui où le fournisseur a reçu la notification de la conclusion du marché.**
- 14.2 Il est prévu deux possibilités de livraison(Voir la section Termes de référence au point 5.7)

15 LIEU D'EXECUTION (ART. 118)

Les fournitures seront livrées aux adresses suivantes :

Lot N°	Adresse
1	Territoire de Tshilenge, Villages de Bena Ndaya, Tshinanu, Ntumba Mukunza, Katenta et Kayemba Tshimanga
2	Territoire de Ngandajika, Villages de Bena Tshishiya, Bena Muadi et Bena Kazadi
3	Territoire de Tshilenge, Villages de Bena Ndaya, Tshinanu, Ntumba Mukunza, Katenta et Kayemba Tshimanga
4	Territoire de Ngandajika, Villages de Bena Tshishiya, Bena Muadi et Bena Kazadi
5	Territoire de Tshilenge, Villages de Bena Ndaya, Tshinanu, Ntumba Mukunza, Katenta et Kayemba Tshimanga
6	Territoire de Ngandajika, Villages de Bena Tshishiya, Bena Muadi et Bena Kazadi
7	Territoire de Tshilenge, Villages de Bena Ndaya, Tshinanu, Ntumba Mukunza, Katenta et Kayemba Tshimanga
8	Territoire de Ngandajika, Villages de Bena Tshishiya, Bena Muadi et Bena Kazadi

16 TRANSFERT DE PROPRIETE (ART. 132)

Le pouvoir adjudicateur devient de plein droit propriétaire des fournitures dès qu'elles sont admises en compte pour le paiement conformément à l'article 127 des « RGE ».

SECTION (G) - MOYENS D'ACTION

17 DEFAUT D'EXECUTION (ART. 44)

17.1 L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :

- (a) lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;
- (b) à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;
- (c) lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par envoi recommandé ou par envoi électronique (avec preuve de la date exacte d'envoi).

- 17.2 L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.
- 17.3 Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49, 123 et 124 des « RGE ».

18 AMENDES POUR RETARD (ART. 46 ET 123)

- 18.1 Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45 des « RGE ». Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.
- 18.2 Les amendes pour retard sont calculées, conformément à l'article 123 des « RGE », à raison de **0,1 pour cent** par jour de retard, le **maximum en étant fixé à sept et demi pour cent**, de la valeur des fournitures dont la livraison a été effectuée avec un même retard.
- 18.3 Si le délai d'exécution constitue un critère d'attribution du marché, le montant de l'amende peut être porté à **dix pour cent maximum**, en fonction de l'importance relative accordée au critère d'attribution portant sur le délai d'exécution.
- 18.4 Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

19 MESURES D'OFFICE (ART. 47 ET 124)

- 19.1 Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2 des « RGE », pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites à la clause 19.2. Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai susmentionné, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.
- 19.2 Les mesures d'office sont :
 - (a) la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;
 - (b) l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté ;
 - (c) la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues aux points (a), (b), et (c), sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

SECTION (H) - FIN DU MARCHE PUBLIC

20 RECEPTION DES PRODUITS FOURNIS (ART. 64, 120 ET 128-131)

- 20.1 Le pouvoir adjudicateur vérifie les fournitures au lieu de livraison. Les fournitures ne sont réceptionnées qu'après avoir satisfait aux vérifications, aux réceptions techniques et aux épreuves prescrites. Il procède aux constatations d'avaries éventuelles. Une déclaration constatant le résultat de la vérification, ainsi que la date d'arrivée des fournitures, sont consignées dans un procès-verbal ou éventuellement sur le bordereau ou la facture dont il est question à l'article 118, § 2 des « RGE ».
- 20.2 A l'expiration du délai de trente jours prenant cours à compter de la livraison, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.
- 20.3 Pour ce marché, la réception provisoire se déroule comme suite : Il sera procédé à une réception complète au lieu de livraison sans réception partielle au lieu de production. Le

pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trente jours pour examiner et tester les fournitures ainsi que pour notifier sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prend cours le lendemain du jour d'arrivée des fournitures au lieu de livraison, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit mis en possession du bordereau ou de la facture. Il comprend le délai de trente jours prévu à l'article 127 des « RGE » (la clause 22).

21 RECEPTION DEFINITIVE (ART. 135)

- 21.1 Les produits ne peuvent être mis en œuvre s'ils n'ont été, au préalable, réceptionnés par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.
- 21.2 Les produits qui, à un stade déterminé, ne satisfont pas aux vérifications imposées, sont déclarés ne pas se trouver en état de réception technique. A la demande de l'adjudicataire, le pouvoir adjudicateur vérifie conformément aux documents du marché si les produits présentent les qualités requises ou, à tout le moins, sont conformes aux règles de l'art et satisfont aux conditions du marché. Si les vérifications opérées comportent la destruction de certains produits, ceux-ci sont remplacés à ses frais par l'adjudicataire. Les documents du marché indiquent la quantité des produits qui seront détruits.
- 21.3 Lorsque le pouvoir adjudicateur constate que le produit présenté n'est pas dans les conditions requises pour être examiné, la demande de l'adjudicataire est considérée comme non avenue. Une nouvelle demande est introduite lorsque le produit se trouve prêt pour la réception.

22 FACTURATION ET PAIEMENT (ART. 66-72 ET 127)

- 22.1 Le pouvoir adjudicateur effectue la vérification et le paiement du montant dû au fournisseur dans le délai de traitement de trente jours à compter de la livraison, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en possession de la facture régulièrement établie.
- 22.2 Seules les livraisons exécutées de manière correcte pourront être facturés. La facture doit être libellée en **euro**.
- 22.3 Si la livraison a eu lieu en plusieurs fois, le délai de traitement est compté à partir de la livraison pour chacune des livraisons partielles
- 22.4 L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) et le procès-verbal de réception du marché (exemplaire original) à l'adresse suivante :
Sidzabda Djibril DAYAMBA,
Agence belge de coopération international
3, Avenue Dominiqu KANKU, q/Bonzola,
c/Kanshi, Mbujimayi
Kasai Oriental - RDC,
djibril.dayamba@enabel.be.
- 22.5 Afin qu'Enabel puisse obtenir les documents d'exonération de la TVA et de dédouanement dans les plus brefs délais, la facture originale et tous les documents ad hoc seront transmis dès que possible avant la réception provisoire.
- 22.6 Aucune avance ne peut être demandée par l'adjudicataire et le paiement sera effectué après réception définitive de la livraison faisant l'objet de la commande.

5 TERMES DE REFERENCE

5.1 Contexte et justification

L'Agence belge de coopération internationale (Enabel) met en œuvre le projet PIREDD KORLOM (Programme Intégré REDD+ Kasai Oriental et Lomami) qui est une initiative phare visant à lutter contre la déforestation et à améliorer durablement les conditions de vie dans les provinces du Kasai Oriental et de la Lomami en République Démocratique du Congo (RDC). Il s'inscrit dans la Stratégie Nationale REDD+ de la RDC et se concentre sur la gouvernance des ressources naturelles et la promotion de pratiques agricoles et forestières durables. Le projet est financé par l'Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale (CAFI) à travers le Fonds National REDD+ (FONAREDD) de la RDC. Il est mis en œuvre dans 7 territoires dont 3 dans le Kasai Oriental (Katanda, Lupatapata et Tshilenge) et 4 dans la Lomami (Kamiji, Luilu, Ngandajika et Kabinda). Les résultats attendus du projet incluent (i) l'amélioration de la gouvernance à travers la mise en place de cadres inclusifs à l'échelle provinciale et locale, (ii) l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'aménagement du territoire, (iii) le développement de systèmes d'exploitation durable des forêts et des savanes, et (iv) le développement de systèmes d'agriculture familiale et entrepreneuriale durables pour réduire la pression sur les forêts et les savanes.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet PIREDD KORLOM, il est prévu l'installation de plantations forestières et agroforestières dans les provinces du Kasai Oriental et de la Lomami afin de contribuer à la restauration des paysages dégradés, à l'amélioration de l'approvisionnement en bois-énergie, bois d'œuvre et produits forestiers non ligneux, à la diversification des systèmes de production, ainsi qu'à la réduction de la pression sur les ressources forestières naturelles.

La réussite de ces plantations dépend en grande partie de la disponibilité, en quantité suffisante et en qualité satisfaisante, de plants forestiers et agroforestiers adaptés aux conditions écologiques locales et aux objectifs du projet. Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de plants forestiers et agroforestiers, conformément aux spécifications techniques définies dans le présent document, au profit du Projet PIREDD KORLOM dans les provinces du Kasai Oriental et de la Lomami.

5.2 Objectifs et résultats attendus de la prestation

5.2.1 Objectif général

- Assurer la disponibilité de plants forestiers et agroforestiers de qualité, en quantité suffisante et dans les délais requis, pour la mise en place des plantations prévues par le projet.

5.2.2 Objectif spécifique

- Fournir au niveau des villages suivants : Bena Tshishiya, Bena Muadi et Bena Kazadi dans la Lomami et Bena Ndaya, Tshinanu, Ntumba Mukunza, Katenta et Kayemba Tshimanga dans le Kasai-Oriental, des plants forestiers et agroforestiers vigoureux et sains, correspondant aux espèces et quantités demandées par le projet et dans les délais convenus.

5.2.3 Résultats attendus

À l'issue du marché, les plants forestiers et agroforestiers vigoureux et sains, correspondant aux espèces et quantités demandées, sont livrés au niveau des sites indiqués et dans les délais convenus.

5.3 Etendue du marché

Le présent marché porte exclusivement sur la fourniture et la livraison de plants forestiers et agroforestiers conformément aux spécifications techniques définies dans le présent document.

À ce titre, le fournisseur est responsable des activités suivantes :

- La production ou la mobilisation des plants requis, conformément aux espèces et quantités demandées ainsi qu'aux spécifications techniques exigées;
- Le tri, le conditionnement et la préparation des plants pour le transport ;
- Le transport des plants jusqu'aux villages indiqués par le projet ;
- Le déchargement et la remise des plants aux points de livraison convenus ;
- Le remplacement des plants non conformes ou détériorés lors de la réception, selon les dispositions contractuelles.

La distribution des plants aux bénéficiaires finaux (communautés, producteurs, organisations locales) ne fait pas partie du présent marché et sera assurée par le projet PIREDD KORLOM et ses partenaires.

5.4 Zone d'intervention et bénéficiaires

Le présent marché sera mis en œuvre dans la zone d'intervention du projet PIREDD KORLOM, couvrant les provinces du Kasai Oriental et de la Lomami. Elle concernera les territoires de Tshilenge dans le Kasai Oriental et le territoire de Ngandajika dans la Lomami. Les villages concernés par la livraison sont répartis comme suit :

- Province de Lomami (territoire de Ngandajika) : Bena Tshishiya, Bena Muadi et Bena Kazadi ;
- Province du Kasai Oriental (territoire de Tshilenge) : Bena Ndaya, Tshinanu, Ntumba Mukunza, Katenta et Kayemba Tshimanga.

Les bénéficiaires finaux du présent marché sont les communautés locales des villages ciblés qui sont impliquées dans les activités de reboisement et d'agroforesterie du projet. Il s'agit notamment des membres des communautés rurales engagées dans les plantations et des Comités Locaux de Développement (CLD).

5.5 Répartition des plants par lot et par village

Les tableaux ci-après présentent la répartition des besoins en plants forestiers et agroforestiers par lot et par village, dans les zones d'intervention du projet PIREDD KORLOM.

Ils précisent, pour chaque lot, les quantités de plants à fournir en fonction des villages ciblés. Ces informations servent de base pour l'élaboration des offres techniques et financières par les soumissionnaires.

Lot 1 : Fourniture et livraison de plants d'*Acacia auriculiformis* dans les villages du territoire de **Tshilenge, Province du Kasai Oriental** -Total : **50 000 plants**

	Province du Kasai Oriental – Territoire de Tshilenge					Total
Village	Bena Ndaya	Tshinanu	Ntumba Mukunza	Katenta	Kayemba Tshimanga	
Quantité (plants)	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000

Lot 2 : Fourniture et livraison de plants d'*Acacia auriculiformis* dans les villages du territoire de **Ngandajika, Province de la Lomami** -Total : **25 000 plants**

	Province de la Lomami – Territoire de Ngandajika			Total
Village	Bena Tshishiya	Bena Muadi	Bena Kazadi	
Quantité (plants)	5 000	10 000	10 000	25 000

Lot 3 : Fourniture et livraison de plants de *Gmelina arborea* dans les villages du territoire de **Tshilenge, Province du Kasai Oriental** - Total : **15 000 plants**

	Province du Kasai Oriental – Territoire de Tshilenge					Total
Village	Bena Ndaya	Tshinanu	Ntumba Mukunza	Katenta	Kayemba Tshimanga	
Quantité (plants)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000

Lot 4 : Fourniture et livraison de plants de *Gmelina arborea* dans les villages du territoire de **Ngandajika, Province de la Lomami** - Total : **8 000 plants**

	Province de la Lomami – Territoire de Ngandajika			Total
Village	Bena Tshishiya	Bena Muadi	Bena Kazadi	
Quantité (plants)	2 000	3 000	3 000	8 000

Lot 5 : Fourniture et livraison de plants de *Tectona grandis* dans les villages du territoire de **Tshilenge, Province du Kasai Oriental** - Total : **15 000 plants**

	Province du Kasai Oriental – Territoire de Tshilenge					Total
Village	Bena Ndaya	Tshinanu	Ntumba Mukunza	Katenta	Kayemba Tshimanga	

Quantité (plants)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000
-------------------	-------	-------	-------	-------	-------	---------------

Lot 6 : Fourniture et livraison de plants de *Tectona grandis* dans les villages du territoire de **Ngandajika, Province de la Lomami** - Total : **8 000 plants**

	Province de la Lomami – Territoire de Ngandajika			Total
Village	Bena Tshishiya	Bena Muadi	Bena Kazadi	
Quantité (plants)	2 000	3 000	3 000	8 000

Lot 7 : Fourniture et livraison de plants d'*Acacia mangium* dans les villages du territoire de **Tshilenge, Province du Kasai Oriental** - Total : **10 000 plants**

	Province du Kasai Oriental – Territoire de Tshilenge					Total
Village	Bena Ndaya	Tshinanu	Ntumba Mukunza	Katenta	Kayemba Tshimanga	
Quantité (plants)	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000

Lot 8 : Fourniture et livraison de plants d'*Acacia mangium* dans les villages du territoire de **Ngandajika, Province de la Lomami** - Total : **5 000 plants**

	Province de la Lomami – Territoire de Ngandajika			Total
Village	Bena Tshishiya	Bena Muadi	Bena Kazadi	
Quantité (plants)	1 000	2 000	2 000	5 000


Récapitulatif général par lot et par province




Lot	Espèce	Kasaï Oriental	Lomami	Total général
Lot 1	<i>Acacia auriculiformis</i>	50 000	—	50 000
Lot 2	<i>Acacia auriculiformis</i>	—	25 000	25 000
Lot 3	<i>Gmelina arborea</i>	15 000	—	15 000
Lot 4	<i>Gmelina arborea</i>	—	8 000	8 000
Lot 5	<i>Tectona grandis</i>	15 000	—	15 000
Lot 6	<i>Tectona grandis</i>	—	8 000	8 000
Lot 7	<i>Acacia mangium</i>	10 000	—	10 000
Lot 8	<i>Acacia mangium</i>	—	5 000	5 000
TOTAL GÉNÉRAL		90 000	46 000	136 000

5.6 Spécifications techniques des plants

Les spécifications techniques ci-après définissent les exigences minimales de qualité applicables aux plants forestiers et agroforestiers à fournir dans le cadre du présent marché.

Elles précisent, par espèce, les caractéristiques morphologiques requises ainsi que les critères de conformité et de rejet à la livraison. Le respect strict de ces exigences conditionne l'acceptation des plants et vise à garantir leur aptitude à la transplantation ainsi que de bons taux de reprise en conditions de terrain.

Espèce	Hauteur (cm)	Diamètre au collet (mm)	Âge (mois)	Exigences spécifiques	Défauts éliminatoires	Photo de référence
<i>Acacia auriculiformis</i>	≥ 25	≥ 5	Au moins 3 mois et au plus 2 ans	Plant bien lignifié, tige droite, bonne tolérance	Racines en spirale, motte friable, plant non durci	

<i>Acacia mangium</i>	≥ 25	≥ 5	Au moins 3 mois et au plus 2 ans	Croissance vigoureuse, racines bien développées, plant bien durci	Racines déformées, plant chétif, motte instable	
<i>Gmelina arborea</i>	≥ 25	≥ 5	Au moins 3 mois et au plus 2 ans	Tige droite impérative, feuillage sain, plant bien endurci	Tige courbée, feuilles jaunies	
<i>Tectona grandis</i>	≥ 25	≥ 5	Au moins 3 mois et au plus 2 ans	Plant bien durci, racines non spiralées	Chignon racinaire, plant mou, racines mal formées	

Exigences générales de qualité

Les plants proposés devront répondre aux exigences minimales suivantes :

- Être de l'espèce demandée et correctement identifiés ;
- Être sains, vigoureux, bien enracinés et exempts de maladies, d'effets de ravageurs, parasites ou symptômes de carence sévère ;
- Présenter une croissance homogène et un bon développement morphologique ;
- Présenter une tige ferme et lignifiée (pas de plant tendre)
- Ne pas être étiolés, flétris, cassés, blessés ou desséchés ;
- Être produits dans des contenants appropriés assurant la tenue de la motte et la protection du système racinaire ;
- Ne pas présenter de déformation racinaire majeure (chignon racinaire, pivot coupé de manière inappropriée, enracinement insuffisant, etc.).
- Contenant adapté assurant un bon développement racinaire (référence indicative : $\geq 10 \times 20$ cm selon espèce)

5.7 Conditions de paiement et délai de livraison

Les plants seront **livrés directement dans les villages bénéficiaires** situés dans les territoires de **Tshilenge (Kasai Oriental)** et **Ngandajika (Lomami)**, tels que définis dans la liste des villages ci-dessus.

Le fournisseur assure le transport et la livraison des plants jusqu'aux sites désignés dans les villages en présence des CLD et d'un représentant du projet. **Le coût unitaire des plants devra inclure les frais liés au transport et à la livraison.**

Chaque livraison fera l'objet d'un **procès-verbal de réception** signé par les parties prenantes.

Les soumissionnaires peuvent proposer l'une des deux modalités de livraison suivantes :

Livraison en une seule tranche

Livraison de la totalité du lot dans un délai maximal de trente (30) jours calendrier à compter de la notification du marché ;

Livraison en deux tranches

Première tranche : au moins 50 % des quantités totales à livrer dans un délai maximal de trente (30) jours calendrier à compter de la notification du marché ;

Deuxième tranche : le solde des quantités à livrer dans un délai maximal de trois (03) mois après la notification du marché.

Dans tous les cas, les paiements sont effectués au prorata des quantités réellement livrées et réceptionnées conformes.

Le paiement interviendra après :

La livraison effective des plants aux lieux convenus ;

La réception technique des plants par le projet ;

La validation de la conformité des plants aux spécifications techniques définies dans le présent document ;

La présentation d'une facture conforme par le fournisseur.

Les livraisons de la première tranche devront impérativement être réalisées **avant ou au début de la saison des pluies** afin de garantir de bonnes conditions de mise en terre et de reprise des plants.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'ajuster le calendrier de la deuxième tranche en fonction des conditions climatiques.

Le soumissionnaire devra préciser clairement dans son offre la modalité de livraison retenue (une ou deux tranches), ainsi que le calendrier détaillé de livraison par site (village) pour chaque lot. Ce calendrier devra être validé par le pouvoir adjudicateur avant le démarrage des livraisons.

La réception est conditionnée à la conformité des plants livrés (quantités et qualité) aux exigences du marché et aux spécifications techniques exigées. Tout plant non conforme devra être remplacé par le fournisseur, à ses frais, dans les délais fixés.

6 DOSSIER DE SELECTION

CAPACITES TECHNIQUES

1. CAPACITES TECHNIQUES

a) Références des livraisons similaires par lot pour les 5 dernières années, soit de 2021 à 2025 et éventuellement 2026 :

Tout soumissionnaire qui postule pour un ou plusieurs lots du marché doit disposer d'au moins une (01) référence pertinente des marchés similaires par lot dont les livraisons ont été réalisées au cours des cinq dernières années pour un montant minimum de 10.000euros par lot soumissionné.

- En cas de soumission à plusieurs lots, le montant minimal de référence exigé sera cumulé proportionnellement au nombre de lots concernés.
- En cas de soumission pour l'ensemble des lots, le soumissionnaire devra justifier de marchés similaires d'un montant cumulé minimum de quatre-vingt mille euros (80.000 EUR) réalisés au cours des cinq (05) derniers exercices.

Ces marchés doivent être justifiés par le procès-verbal de réception provisoire/Définitif. Si le PV de réception ne renseigne pas le montant du marché, le soumissionnaire doit fournir le contrat ou bon de commande y relatif.

Le tableau suivant sera complété par le soumissionnaire pour présenter ses références des marchés similaires par lot indiqué:

N°	Intitulé/description des fournitures	Montant total en €	Nom du client/ tel et e-mail	Année (2021 à 2026)	Preuves de réf : PV /certificat de réception
1					
2					
.....					

7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A REMETTRE

- (a) Identification du soumissionnaire (pour chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement) (voir la clause 1 du chapitre 8 Formulaire) ;
- (b) Formulaire d'offre initiale – Prix (la clause 3 du chapitre 8 Formulaire) ;
- (c) La déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion (pour chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement) (voir la clause 11 du chapitre 8 Formulaire) ;
- (d) Tous les documents demandés dans la 6 Dossier de sélection (voir la clause 12.1 du chapitre 3 Procédure) ;
- (e) Tous les documents demandés à la clause 15 du chapitre 3 Procédure (critères d'attribution) ;
- (f) Lorsqu'un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités (notamment des sous-traitants) en ce qui concerne les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles (voir la clause 12.1 du chapitre 3 Procédure et 6 Dossier de sélection), il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet ;
- (g) Les statuts ainsi que tout autre document utile prouvant le mandat du (des) signataire(s) (pour chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement) ;
- (h) Lorsque l'offre est déposée par un groupement d'opérateurs économiques, la convention d'association signée par chaque participant, indiquant clairement le ou la représentante de l'association.

8 FORMULAIRES

1. FICHE D'IDENTIFICATION



Feuille d'identification personne physique

Cette fiche doit être complétée, signée et être accompagnée d'une photocopie lisible du document d'identité

Veillez remplir le formulaire en LETTRES CAPITALES et en CARACTÈRES LATINS.

I. DONNEES PERSONNELLES	
NOM(S) DE FAMILLE <i>comme indiqué sur le document officiel</i>	
PRENOM(S) <i>comme indiqué sur le document officiel</i>	
DATE DE NAISSANCE <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	
LIEU DE NAISSANCE <i>(ville, village)</i>	
TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITE <i>(carte d'identité, passeport, permis de conduire, autre)</i>	
PAYS EMETTEUR	
NUMERO DU DOCUMENT D'IDENTITE	
ADRESSE (permanente) <i>Rue+ boîte postale Code postal Ville, Région/Province Pays</i>	
NUMERO DE TELEPHONE	
E-MAIL	
II. DONNEES COMMERCIALES	
VEUILLEZ PRECISER VOTRE STATUT :	<input type="checkbox"/> Indépendant dûment enregistré <input type="checkbox"/> Indépendant non enregistré (sans formalisation officielle) <input type="checkbox"/> Autre (préciser) :

NUMERO D'ENREGISTREMENT (si applicable)	
NUMERO DE TVA (si applicable)	
LIEU D'ENREGISTREMENT (si applicable)	
PAYS	
DATE (JJ/MM/AAAA)	SIGNATURE

Il est obligatoire de fournir cette fiche complétée, signée et accompagnée d'une copie des documents officiels (Statuts , registre(s) de commerce, extrait de la publication au journal officiel ou encore immatriculation à la TVA justifiant les données indiquées)

Veillez remplir le formulaire en LETTRES CAPITALES et en CARACTÈRES LATINS.

ENTITÉ DE DROIT PRIVÉ/PUBLIC AYANT UNE FORME JURIDIQUE

NOM OFFICIEL <i>comme indiqué sur le document officiel</i>	
NOM COMMERCIAL <i>(si différent du nom officiel)</i>	
ABREVIATION <i>(si applicable)</i>	
FORME JURIDIQUE	
TYPE D'ORGANISATION <i>(biffer la mention inutile)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - A BUT DE LUCRE - SANS BUT DE LUCRE - ONG
NUMERO DE REGISTRE PRINCIPAL	
NUMERO DE REGISTRE SECONDAIRE <i>(si applicable)</i>	
LIEU DE L'ENREGISTREMENT <i>Ville Pays</i>	
DATE DE L'ENREGISTREMENT <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	
NUMERO DE TVA	
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL <i>Rue+ boîte postale Code postal Ville, Région/Province Pays</i>	
NUMERO DE TELEPHONE	
E-MAIL	
DATE <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	SIGNATURE DU REPRESENTANT AUTORISE

--	--



Fiche d'identification acteur public - entité publique

Il convient de fournir cette fiche complétée, signée et accompagnée d'une copie des documents officiels (résolution, loi, registre(s) de commerce, journal officiel, immatriculation à la tva...) justifiant les données indiquées.

Veuillez remplir le formulaire en LETTRES CAPITALES et en CARACTÈRES LATINS

NOM OFFICIEL <i>comme indiqué sur le document officiel</i>	
ABREVIATION <i>(si applicable)</i>	
FORME JURIDIQUE	
NUMERO DE REGISTRE PRINCIPAL	
NUMERO DE REGISTRE SECONDAIRE <i>(si applicable)</i>	
LIEU DE L'ENREGISTREMENT <i>Ville</i> <i>Pays</i>	
DATE DE L'ENREGISTREMENT <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	
NUMERO DE TVA	
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL <i>Rue+ boîte postale</i> <i>Code postal</i> <i>Ville, Région/Province</i> <i>Pays</i>	
NUMERO DE TELEPHONE	
E-MAIL	
DATE <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	SIGNATURE DU REPRESENTANT AUTORISE

--	--

2. LISTE DES SOUS-TRAITANTS

Je (nous) déclare (déclarons) que la part du marché public devant faire l'objet d'une sous-traitance est celle indiquée ci-dessous.

Liste des sous-traitants dont il est prévu de faire appel pour l'exécution du marché				
Nom et forme juridique	Adresse / Siège social	Objet de la mission	LOT concerné (le cas échéant)	Autre entité au sens du paragraphe 1 ^{er} de l'article 73 de l'A.R. du 18 avril 2017 (OUI/NON)*

* Conformément à l'article 73 de l'A.R. du 18 avril 2017, si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités (notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles, il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet.

3. FORMULAIRE D'OFFRE - PRIX - LOT 1

Les prix de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Poste	Type	Unité	Quantité	Prix unitaire en euros	Prix total en euros
Acacia auriculiformis/Bena Ndaya	Prix unitaire	plant	10000		
Acacia auriculiformis /Tshinanu	Prix unitaire	plant	10000		
Acacia auriculiformis /Ntumba Mukunza	Prix unitaire	plant	10000		
Acacia auriculiformis /Katenta	Prix unitaire	plant	10000		
Acacia auriculiformis Kayemba Tshimanga	Prix unitaire	plant	10000		
Prix total HTVA					

Fait à :

Date :

Par (Nom de l'entité) :

Représenté par (nom complet) :

Signature du représentant autorisé :

4. FORMULAIRE D'OFFRE - PRIX - LOT 2

Les prix de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Poste	Type	Unité	Quantité	Prix unitaire en euros	Prix total en euros
Acacia auriculiformis/Bena Tshishiya	Prix unitaire	plant	5000	/	€
Acacia auriculiformis/Bena Muadi	Prix unitaire	plant	10000		
Acacia auriculiformis/Bena Kazadi	Prix unitaire	plant	10000		
Prix total HTVA					€

Fait à :

Date :

Par (Nom de l'entité) :

Représenté par (nom complet) :

Signature du représentant autorisé :

5. FORMULAIRE D'OFFRE - PRIX - LOT 3

Les prix de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Poste	Type	Unité	Quantité	Prix unitaire en euros	Prix total en euros
Gmelina arborea/Bena Ndaya	Prix unitaire	plant	3000		
Gmelina arborea/Tshinanu	Prix unitaire	plant	3000		
Gmelina arborea/Ntumba Mukunza	Prix unitaire	plant	3000		
Gmelina arborea/Katenta	Prix unitaire	plant	3000		
Gmelina arborea/ Kayemba Tshimanga	Prix unitaire	plant	3000		
Prix total HTVA					€

Fait à :

Date :

Par (Nom de l'entité) :

Représenté par (nom complet) :

Signature du représentant autorisé :

6. FORMULAIRE D'OFFRE - PRIX - LOT 4

Les prix de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Poste	Type	Unité	Quantité	Prix unitaire en euros	Prix total en euros
Gmelina arborea/Bena Tshishiya	Prix unitaire	plant	2 000		
Gmelina arborea/Bena Muadi	Prix unitaire	plant	3 000		
Gmelina arborea/Bena Kazadi	Prix unitaire	plant	3 000		
Prix total HTVA					

Fait à :

Date :

Par (Nom de l'entité) :

Représenté par (nom complet) :

Signature du représentant autorisé :

7. FORMULAIRE D'OFFRE - PRIX - LOT 5

Les prix de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Poste	Type	Unité	Quantité	Prix unitaire en euros	Prix total en euros
Tectona grandis/Bena Ndaya	Prix unitaire	plant	3000		
Tectona grandis/Tshinanu	Prix unitaire	plant	3000		
Tectona grandis/Ntumba Mukunza	Prix unitaire	plant	3000		
Tectona grandis/Katenta	Prix unitaire	plant	3000		
Tectona grandis/ Kayemba Tshimanga	Prix unitaire	plant	3000		
Prix total HTVA					€

Fait à :

Date :

Par (Nom de l'entité) :

Représenté par (nom complet) :

Signature du représentant autorisé :

8. FORMULAIRE D'OFFRE - PRIX - LOT 6

Les prix de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Poste	Type	Unité	Quantité	Prix unitaire en euros	Prix total en euros
Tectona grandis/Bena Tshishiya	Prix unitaire	plant	2 000		
Tectona grandis/Bena Muadi	Prix unitaire	plant	3 000		
Tectona grandis/Bena Kazadi	Prix unitaire	plant	3 000		
Prix total HTVA					

Fait à :

Date :

Par (Nom de l'entité) :

Représenté par (nom complet) :

Signature du représentant autorisé :

9. FORMULAIRE D'OFFRE - PRIX - LOT 7

Les prix de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Poste	Type	Unité	Quantité	Prix unitaire en euros	Prix total en euros
Acacia mangium/Bena Ndaya	Prix unitaire	plant	2000		
Acacia mangium/Tshinanu	Prix unitaire	plant	2000		
Acacia mangium/Ntumba Mukunza	Prix unitaire	plant	2000		
Acacia mangium/Katenta	Prix unitaire	plant	2000		
Acacia mangium/ Kayemba Tshimanga	Prix unitaire	plant	2000		
Prix total HTVA					€

Fait à :

Date :

Par (Nom de l'entité) :

Représenté par (nom complet) :

Signature du représentant autorisé :

10. FORMULAIRE D'OFFRE - PRIX - LOT 8

Les prix de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Poste	Type	Unité	Quantité	Prix unitaire en euros	Prix total en euros
Acacia mangium/Bena Tshishiya	Prix unitaire	plant	1000		
Acacia mangium/Bena Muadi	Prix unitaire	plant	2000		
Acacia mangium/Bena Kazadi	Prix unitaire	plant	2000		
Prix total HTVA					

Fait à :

Date :

Par (Nom de l'entité) :

Représenté par (nom complet) :

Signature du représentant autorisé :

11. DECLARATION SUR L'HONNEUR – MOTIFS D'EXCLUSION

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal(e)/légaux du soumissionnaire /bénéficiaire/partenaire/cocontractant cité ci-dessous, ci-après dénommé la “contrepartie”, déclare que/ déclarons que *:

**Veuillez cocher les cases correspondantes pour confirmer chaque situation*

- la contrepartie ou l'un de ses dirigeants n'a fait l'objet d'aucune condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour l'une des infractions suivantes :**
 - a. participation à une organisation criminelle ;
 - b. corruption;
 - c. fraude;
 - d. infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
 - e. blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
 - f. travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ;
 - g. occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal ;
 - h. la création de sociétés offshore.

- la contrepartie satisfait à ses obligations relatives au paiement d'impôts, de taxes et de cotisations de sécurité sociale pour un montant de plus de 3.000 €, sauf si elle peut démontrer qu'elle détient à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou plusieurs créances certaines, exigibles et libres de tout engagement envers des tiers, pour un montant au moins égal à celui pour lequel elle est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales.**

- la contrepartie n'est pas en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;**

la contrepartie n'a commis aucune faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité. Sont notamment considérées comme une faute professionnelle grave :

- a. une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels;
- b. une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption ;
- c. une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;
- d. le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;
- e. Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence ;
- f. La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

En matière de conflit d'intérêts :

Veillez cocher la situation applicable

- la contrepartie ou un de ses dirigeants ne se trouve dans aucune situation actuelle ou potentielle de conflit d'intérêts et n'entretient de relation d'affaires ou familiale, réelle ou potentielle, et ne paraît pas raisonnablement comme telle, avec un membre du conseil d'administration d'Enabel ou d'un membre de son personnel, ou toute autre personne qui a été ou pourrait raisonnablement être directement ou indirectement impliquée dans (i) la préparation du dossier d'appel d'offres, d'appel à proposition ou de tout autre contrat, (ii) la procédure de sélection, ou (iii) l'exécution du marché, du subside ou du contrat.

ou

- la contrepartie informe Enabel de tout conflit d'intérêts réels, potentiels ou raisonnablement perçus, susceptible d'affecter, ou pouvant raisonnablement être perçu comme susceptible d'affecter, l'impartialité dans le cadre de la procédure de passation de marché, d'octroi d'un subside ou de tout autre contrat, y compris la procédure de sélection et l'exécution de ceux-ci.

→ *Une description détaillée de tout conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perçu, incluant leur nature et les personnes impliquées, sera annexée à la présente déclaration.*

- la contrepartie ne s'est rendue coupable d'aucune défaillance importante ou persistante constatée lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.**
- la contrepartie atteste qu'aucune mesure restrictive n'a été prise à l'encontre de la contrepartie dans l'objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l'homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d'armes de destruction massive.**
- la contrepartie ne figure pas sur une liste des sanctions financières de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne ou la Belgique .**

Je m'engage/ Nous nous engageons à communiquer sans délai à Enabel tout changement de situation au regard des points qui précèdent, y compris en cas de toute mesure de sanction ou d'embargo adoptée par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la Belgique intervenu suite à notre signature de la présente Déclaration.

Fait à:		Date:	
Par (Nom de l'entité):		Représenté par (Nom complet)	
Signature du représentant autorisé:			